1000 premiers jours Là où tout commence

Ce chiffre de « 1000 jours » est-il purement symbolique ?

- Au contraire, il est très concret. Cette attention particulière sur les 1000 premiers jours de l'enfant vient d'abord de la recherche médicale et scientifique.
- Dans les années 80, l'épidémiologiste David Barker a montré le lien entre le poids d'un enfant à la naissance et les risques de décès par maladies coronariennes à l'âge adulte.
- D'autres études sur cette même période de la vie, allant environ du début de la grossesse aux deux ans de l'enfant, ont confirmé son importance en terme de développement de l'enfant à court et moyen terme.
- En 2008, la revue spécialisée The Lancet a montré l'importance cruciale de la nutrition maternelle et infantile durant les 1000 premiers jours de la vie des enfants pour les pays en voie de développement.
- L'OMS s'est ensuite saisie des 1000 premiers jours pour en faire aujourd'hui une priorité de ses recommandations, et un **enjeu prioritaire pour les stratégies internationales de développement**.

Comment un tel concept peut-il être converti en politique publique?

Nous partons d'abord d'un double constat.

- L'influence du milieu affectif sur le développement de l'enfant est désormais prouvée : un environnement bienveillant a un impact favorable sur les connexions neuronales du bébé qui se développent très rapidement dans les premiers mois. A l'inverse, l'exposition d'un enfant à des violences directes ou indirectes comme les violences conjugales est néfaste pour son développement cérébral.
- D'autre part, on ne naît pas parent, on le devient. Dans la vie on vous apprend à lire, écrire, conduire, mais on ne vous apprend pas à être parent. Etre parent, c'est un grand bonheur mais ça peut aussi être perturbateur ou désarmant.
- Ces constats scientifiques renforcent notre responsabilité de mieux accompagner les parents dans cette période décisive. C'est donc à partir du concept des 1000 jours que le gouvernement va construire une nouvelle politique publique de soutien à la parentalité.

Quelle est la mission de la commission d'experts mis en place le 19 septembre à l'Elysée ?

- Faire l'état des lieux des connaissances en la matière, les hiérarchiser et formuler des préconisations concrètes pour nous aider à une politique publique globale des « 1 000 jours ».
- L'objectif est de répondre à la fois aux attentes des parents et aux besoins des enfants. Il faut pour cela regrouper les différentes approches, sociales, psycho-sociales, affectives, et surtout les décloisonner.

Qui sont les experts qui la composent ?

Il y en a 18 de spécialités, de professions et de secteurs différents. Ils et elles sont neuropsychiatres, spécialistes de l'éducation ou de l'éveil des

- enfants, acteurs de terrain de l'accompagnement social des parents, pédiatres et praticiens hospitaliers, sage-femme.
- Ils portent une conviction commune : l'importance décisive des 1000 premiers jours de la vie, tant pour les parents que les enfants.
- Le comité reflète notre approche sur les 1000 jours : faire travailler ensemble les professions intervenant lors de la grossesse et de la petite enfance, mieux les coordonner autour des besoins des parents.
- Le trombinoscope de la commission est disponible ici.

Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est « le parcours 1000 jours » ?

- C'est à la fois une nouvelle politique publique et une nouvelle approche du soutien à la parentalité. Les parents seront mieux accompagnés sur tous les plans (médical, social, éducatif) sur la période du 4ème mois de la grossesse aux deux ans de l'enfant.
- Pourquoi ces 1000 jours? Parce que c'est une période décisive de la vie d'un enfant. Pour son développement cognitif, affectif, sa santé, son équilibre psychique plus tard en tant qu'adulte et même ses chances de réussir à l'école.
- Le parcours 1000 jours part donc d'un principe : protéger les enfants, ça commence par mieux accompagner les parents.

Concrètement, quelle forme cela va-t-il prendre?

Il est trop tôt pour dire ce que sera précisément le parcours 1000 jours.
Mais nous pouvons d'ores et déjà dire comment il sera construit.

- La priorité d'Adrien Taquet est qu'il parte des besoins des parents. Pour co-construire le parcours 1000 jours, le secrétaire d'Etat ira à la rencontre de 1000 parents dans les prochains mois.
- En parallèle, une commission d'experts d'horizons différents fera des préconisations au gouvernement début 2020 concernant les 1000 premiers jours. De manière inédite, toutes les disciplines de la petite enfance et du soutien à la parentalité sont réunies pour synthétiser et partager les connaissances scientifiques de référence sur cette période de la vie, et adopter une approche globale qui mette les parents au centre.

Qu'est-ce que cela va changer par rapport à ce qui existe aujourd'hui ?

- Aujourd'hui, l'accompagnement des parents est souvent seulement médical. On traite les questions du type : comment va se passer l'accouchement ? Quels vaccins faut-il faire à mon enfant ?
- Il faut conserver cette approche médicale bien sûr et la compléter avec une approche éducative et sociale. Il s'agit d'un véritable changement de culture.
- On doit également permettre aux parents de faire le tri dans l'immense quantité d'informations/conseils qui leur parviennent sur internet ou dans leur entourage. C'est souvent source d'angoisse. Les travaux en cours visent également à stabiliser les bonnes recommandations.

Où allez-vous trouver l'argent pour mettre en place cette politique ambitieuse?

Nous venons d'ouvrir ce chantier effectivement très ambitieux, très important pour l'acte II du quinquennat.

- La priorité pour les mois qui viennent et la volonté du Président de la République est d'avoir un socle scientifique solide, d'où l'installation d'une commission d'experts.
- Ensuite, le gouvernement prendra ses responsabilités pour bâtir ce parcours avec les moyens adaptés, en le co-construisant avec les parents pour qu'ils correspondent à leurs besoins.
- C'est un vrai changement d'approche profond et dont la mise en œuvre se fera sur plusieurs années. Mais nous sommes loin de partir de zéro.

Quel sera le calendrier?

- La commission d'experts remettra ses préconisations au premier trimestre 2020.
- Le gouvernement décidera ensuite des priorités à mettre en œuvre. Certaines actions prendront plus de temps que d'autres
- Cela nécessitera une programmation sur plusieurs années, les effets ne seront pas immédiats mais durables. Agir sur les racines des problèmes, investir socialement payent toujours à moyen terme. C'est cette approche préventive plutôt que curative que nous défendons.

Mais, est-ce vraiment à l'Etat de se mêler ainsi de la vie des gens. C'est l'Etat-nounou, non ?

- L'esprit de cette politique des 1000 premiers jours, c'est d'être une passerelle nécessaire entre les progrès des chercheurs et la vie quotidienne des parents.
- C'est un devoir d'information, d'accompagnement et de renouveau de politique publique de notre part, qui doit s'adresser à tous les parents.

La seule boussole est d'avoir un environnement favorable au bon développement de chaque enfant.

Voulez-vous imposer aux parents un « mode d'emploi », qui pourrait être culpabilisant pour ceux qui ne le respecteraient pas ?

- Une chose sur laquelle s'accordent tous les acteurs de la petite enfance : personne ne peut dire ce qu'est un bon parent et encore moins un parent parfait. Nous ne chercherons jamais à le faire.
- Ce que nous voulons pour les 1000 jours, c'est une politique de l'attention. Un soutien concret et pratique pour la vie de tous les jours qui déchargent les parents d'un certain nombre de tracas.
- 52% des parents interrogés par un sondage récent disent « trouver de bons conseils sur les réseaux sociaux ». On doit être là à chaque fois qu'un parent recherche sur Google ou Facebook une solution à un problème lié à la parentalité.

Dire que beaucoup se joue sur les 1000 jours et dès la grossesse, n'est-ce pas inquiétant pour certains parents, voire culpabilisant pour celles qui ne vivent pas leur grossesse sereinement ?

- Dire que les 1000 jours sont très importants, c'est prendre l'engagement de mieux accompagner les parents durant cette période, pas leur en demander plus.
- Le Pr. Alexandra Benachi, qui est vice-présidente de la commission d'experts des 1000 jours, a dit récemment : « le bien-être et le confort de la mère jouent un rôle majeur que l'on a beaucoup sous-estimé. »

- On voit bien là quelle est notre approche : l'idée n'est pas d'inquiéter mais de soutenir les femmes enceintes et en particulier les plus inquiètes!
- Là où auparavant on pouvait dire « c'est normal de s'inquiéter un peu » on doit dire désormais « nous sommes là et on fera tout pour que vous ne soyez pas stressée pendant votre grossesse ».

Concrètement, quelles aides le gouvernement pense-t-il apporter à ces mères pour leur bien-être durant la grossesse ?

- Le confort et le bien-être de la mère pendant la grossesse est un des premiers objectifs du parcours 1000 jours.
- Une piste prioritaire est celle de l'entretien du 4ème mois de grossesse. Alors que le plan périnatalité de 2005-2007 prévoit un entretien systématique au cours du 4ème mois, une étude réalisée par l'Union nationale des associations familiales révèle que deux tiers des femmes déclarent que personne ne leur a proposé cet entretien.
- Pourtant, les témoignages de femmes montrent que cet entretien est fondamental : « cela nous rassure et nous permet de savoir ce que l'on a à faire », « on se sent entourée et écoutée » (source : <u>Unaf</u>).
- Le parcours devra aussi proposer un meilleur accompagnement des mères au moment du **retour à domicile**, des **conseils rassurants et fiables concernant l'allaitement**, évoquer la question des **modes de garde**. Ce sont les parents avant tout qui diront ce dont ils ont le plus besoin, grâce à l'opération 1000 parents 1000 jours.
- Une étude britannique très récente menée à Londres a montré que 2/3 des femmes enceintes en dessous de 25 ans présentaient des troubles mentaux type stress ou dépression (source : <u>British Journal of Psychiatry</u>).

L'accompagnement psychologique sera une priorité pour ces mères-là, plus vulnérables.

L'allongement du congé paternité devrait-il être une piste afin de lutter contre la sensation d'isolement que ressentent certaines mères ?

- La commission d'experts devra nous faire des préconisations en la matière, c'est un sujet très important à l'étude.
- Ce qui est sûr, et Boris Cyrulnik l'a bien dit, c'est que « l'isolation », l'isolement subi, est un facteur majeur de stress pour la mère et il faut donc le combattre.
- Cela ne passe pas uniquement par le congé paternité. Il faut aussi développer la solidarité entre parents: il existe des initiatives locales comme des « cafés des parents » dans plusieurs territoires pour s'entraider, échanger. C'est mieux que les forums internet et ça va tout de suite mieux quand on peut parler avec d'autres personnes qui vivent la même chose que vous.

Pourriez-vous à cette occasion revoir le système des allocations familiales ?

Ce n'est pas envisagé à ce stade. La priorité est de renforcer l'accompagnement des parents, éviter les situations où ils se sentent trop seuls et ont besoin de conseils.

Adrien Taquer va parcourir la France pour rencontrer 1000 parents. Comment vont s'organiser ces rencontres ? Quels thèmes va-t-il aborder avec eux ?

- Il n'y aura pas de format-type pour ces rencontres. Le fil conducteur de tous ces déplacements sera de donner la parole aux parents sur des besoin ressentis d'être mieux accompagnés.
- L'objectif est de **parler à tous les parents** quel que soit leur profil et d'aller **partout en France**.
- Quelques exemples de thèmes: la dépression post-accouchement, l'alimentation du bébé (93% des parents se disent en difficulté pour choisir), l'allaitement, les modes de garde, les congés de naissance, le stress pendant la grossesse, le couple à l'épreuve de l'arrivée d'un enfant, l'exposition aux écrans...

Le gouvernement dit vouloir « lutter contre les inégalités de destin ». Qu'entendez-vous par là ?

- Lutter contre les inégalités de destin, c'est investir sur les déterminants des inégalités sociales, à la racine, en amont.
- C'est au cœur de notre projet politique: stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, dédoublement des classes en CP et en CE1 en REP et REP+, ou encore soutien aux familles monoparentales et lutte contre les violences conjugales.

N'est-ce pas contradictoire de vouloir soutenir les parents lors de la grossesse et juste après tout en fermant des maternités ?

- Il ne faut pas tout mélanger. Agnès Buzyn l'a souvent dit, aucune maternité ne ferme pour des raisons financières en France. A chaque fois que cela intervient, c'est uniquement pour garantir la sécurité des femmes et des enfants.
- Il y a trois facteurs qui entrainent la diminution du nombre de maternités :
 - La baisse du nombre de naissances (-50 000/an) ;
 - 2. Le manque de médecins ; Agnès Buzyn a annoncé la fin du numerus clausus mais il faudra encore plusieurs années pour former les médecins qu'il nous manque ;
 - 3. Les progrès de la médecine qui appellent à concentrer les accouchements dans des services de haute technicité pour garantir la sécurité des patientes (gradation des soins).
 - On entend parfois parler du nombre de maternités beaucoup plus important il y a 40 ans qu'aujourd'hui : il faut rappeler que le taux de mortalité infantile était 5 fois plus élevé à cette époque en France.
 - Comparé à nombre de ses voisins européens, la France fait le choix de maintenir les petites maternités partout où cela est possible. Il en résulte par exemple que l'Ile de France dispose de 5 fois plus de maternités que la Suède. De même, le Royaume Uni, dont la population et le nombre de naissances sont proches de ceux de la France, ne compte que 316 maternités contre 513 pour la France en 2017.